

joindre la coalition rebelle, fait observer qu'aujourd'hui, les combattants rebelles viennent principalement de familles qui ont perdu leurs terres ou qui n'en ont jamais eu. On estime à 92 p. 100 la proportion des fermes salvadoriennes incapables de subvenir aux besoins d'une seule famille. Cette situation a déjà causé la complète déforestation du pays. S'il n'existe pas d'industrie forestière, c'est parce qu'il n'y a plus de forêts. Certains écologistes qualifient le conflit de première « guerre écologique » de l'hémisphère occidental.

IL EN RÉSULTE, POUR LES GOUVERNEMENTS SALVADORIEN ET AMÉRICAIN, UNE préoccupation croissante quant à la sécurité à court terme, et des coûts époustouflants. En 1986, le budget militaire salvadorien s'est élevé à 211 millions de dollars américains. Le personnel militaire du pays est passé de 10 000 soldats en 1978 à 47 000 en 1987, sans compter les troupes paramilitaires de sécurité fortes de 12 000 hommes.

La tendance est la même ailleurs. L'armée guatémaltèque, qui comptait 14 270 hommes en 1978, en comprend maintenant 38 000. Les forces armées nicaraguayennes, avec leurs 77 000 hommes, sont les plus nombreuses de la région. En 1981, elles n'alignaient que 14 000 soldats. Même le Costa Rica, qui se targue de ne pas posséder d'armée, a presque doublé ses forces paramilitaires de sécurité entre 1980 et 1987. Selon le rapport de 1984 de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, les dépenses militaires dans la région ont augmenté de 50 p. 100 en valeur réelle entre 1979 et 1983.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des sommes colossales que les États-Unis et le bloc de l'Est ont investies pour soutenir les régimes qui leur agréent. La sécurité était l'obsession américaine de l'ère Reagan. L'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger a déclaré : « Si nous sommes incapables de réussir en Amérique centrale, il nous sera impossible de convaincre les pays menacés dans le Golfe persique et ailleurs que nous savons comment maintenir l'équilibre planétaire. » Pourtant, en 1984, la Commission bipartite nationale concernant l'Amérique centrale, que présidait M. Kissinger, a reconnu dans la pauvreté et les inégalités deux des grandes causes de la désertification dans la région, mais elle a à peine fait allusion à l'environnement.

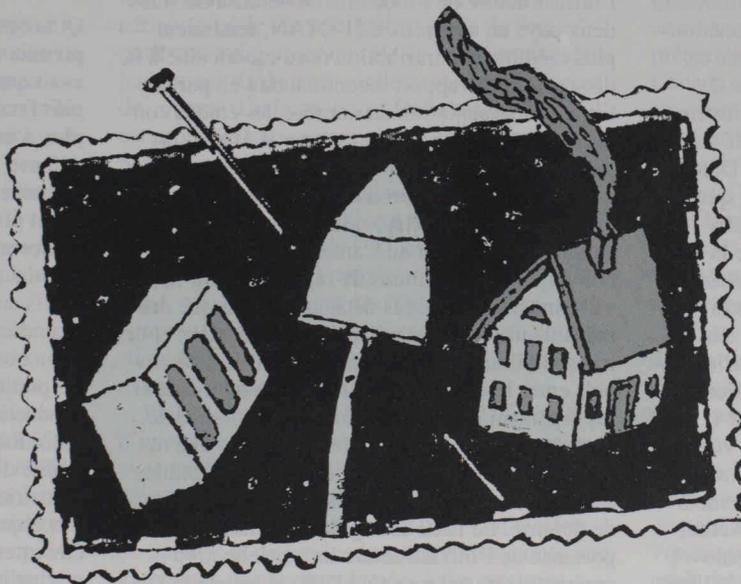
S'IL EST ÉVIDENT QUE LES COÛTS HUMAINS ET FINANCIERS DES CRISES IMBRIQUÉES en Amérique centrale sont énormes, en revanche, aucune comptabilité ne saurait estimer dans quelle mesure la peur pour leur sécurité a modifié et la psychologie et les priorités des gouvernants. Les gouvernements démocratiques sont réputés pour leur obsession du court terme. Leurs horizons dépassent rarement l'année de l'élection suivante. Dans des pays où les crises prédominent, qu'elles soient militaires ou économiques, la réaction du pouvoir politique risque d'être encore plus « myope ». Il appliquera une gestion de crise aux pires cas, et les ressources naturelles n'entrent pas dans la catégorie des pires cas jusqu'au jour où les désastres inhérents à une planification à très court terme surviennent. Alors seulement, et parce qu'ils font la une des journaux, on leur cherchera un remède immédiat.

Cependant, ces questions sont essentielles à la viabilité des économies de tous les pays de l'isthme. L'environnement n'est pas quelque chose dont on peut s'occuper une fois la paix à portée de la main, pas plus qu'il ne s'agit simplement là de parcs et d'un sujet de conversation. Sa portée pleine et entière est à la fois vaste et profonde, car il embrasse la question fondamentale de savoir quelle terre est utilisée, par qui et pour qui. Vu les pressions démographiques et la diminution des terres et des ressources naturelles, ces questions prennent encore plus d'importance. Par rapport aux terres arables disponibles, la densité de population des autres pays centraméricains est proche de celle du Salvador.

La manière dont les ressources locales sont utilisées ou mal employées dépend en grande partie de décisions prises dans les capitales. Ces décisions

portent sur la répartition des terres, mais aussi sur les impôts fonciers, les crédits agricoles, le contrôle des prix des subventions accordées pour divers types de cultures ou d'apports (comme les pesticides ou les engrais), les droits et les concessions octroyés pour l'exploitation des ressources, les primes à l'exportation, la construction et l'entretien des routes, et la coordination et le financement des organismes publics chargés d'appliquer ces décisions.

Au Guatemala, par exemple, le gouvernement civil, nouveau et encore fragile, prépare une enquête détaillée afin de révéler la quantité et la valeur des biens fonciers et les noms de leurs propriétaires. À ce jour, ces informations ne sont tout simplement pas connues. Le gouvernement cherche même à inclure dans cette enquête le Peten, cette vaste zone frontalière du nord qui a été pendant des années sous la botte de l'armée répressive guatémaltèque. La région est hachurée sur certaines cartes du pays, comme si l'on voulait signifier par là, consciemment ou non, que quelque esprit malveillant plane sur cette partie du territoire national. Une enquête de ce type promet d'être politiquement explosive dans un pays doté de systèmes de répartition des terres et d'imposition régressive comptant parmi les plus inéquitable d'Amérique latine.



L'IDÉOLOGIE NE SEMBLE PAS ÊTRE UN facteur aussi décisif qu'on pourrait le penser lorsqu'il s'agit de déterminer l'utilisation des ressources. Le Nicaragua révolutionnaire, qui a été plus près de résoudre le problème de la répartition des terres que n'importe lequel de ses voisins, s'appête à décimer ses régions orientales, limitrophes après la guerre, pour défricher de nouvelles terres cultivables et réaliser des rêves d'exportation de viande bovine et de coton qui rivalisent avec toutes les ambitions que le Honduras ou le Guatemala nourrirent, et avec une égale insouciance, ou innocence, en ce qui concerne les conséquences à long terme.

La destruction de ressources naturelles n'est pas la cause première des troubles politiques en Amérique centrale. La réalité est bien plus obscure et complexe : il y a beaucoup de causes et d'effets, mais pas de source unique.

La corrélation entre le développement économique et la stabilité socio-politique, d'une part, et le lien entre les ressources naturelles et la croissance économique, d'autre part, est moins obscure. Si l'on renverse l'équation, il semble clair que les tensions sociales et politiques surviennent quand la croissance économique est stoppée ou inversée. Comme l'Amérique centrale dépend largement des ressources naturelles pour subsister, il s'ensuit que seules les politiques mettant l'accent sur le développement viable de ces ressources ont des chances de favoriser une croissance économique et une paix sociale à long terme.

Malheureusement, dans la région, rien ou presque ne porte à croire que les dirigeants ont saisi l'idée qu'il existe des liens entre les décisions d'ordre macro-économique et l'utilisation des ressources, sans parler de leur rapport avec la sécurité à long terme. Les donateurs internationaux ne font pas plus preuve de discernement : tant les institutions multilatérales, comme la Banque mondiale, que les organismes d'assistance de la plupart des pays industrialisés ont eu tendance à investir énormément dans de grandes entreprises agricoles, mais ils ont négligé les 10 millions de petits fermiers d'Amérique centrale, malgré la perversité des plans d'utilisation des terres. C'est à peine surprenant, puisque les milieux politiques et les décideurs en Europe occidentale et en Amérique du Nord commencent seulement à entrevoir les mêmes liens étroits qui existent entre l'économie et l'environnement.

Les problèmes sont partout les mêmes. Mais leur virulence en Amérique centrale ajoute à l'urgence des changements nécessaires. La triade d'espoir (paix, démocratie et développement) proposée par les cinq présidents centraméricains à Esquipulas sera viable seulement quand on aura compris tous ces liens et que l'on agira en conséquence. □